

6° les autres conditions qui lui sont applicables par ou en vertu du présent décret ne sont pas respectées.

§ 5. La garantie bancaire visée à l'article 7.11.3, § 4 est libérée intégralement après la demande de paiement soumise à l'Agence flamande de l'Energie et après que l'aide a été versée conformément au paragraphe 3.

La garantie bancaire est exécutée lorsque :

1° le projet ne répond pas aux conditions visées à l'article 7.11.3, § 5, alinéa premier, 1°, 2° et 3° ;

2° la puissance installée des éoliennes est inférieure à celle indiquée dans la demande d'aide ;

3° le demandeur retire sa demande d'aide après l'expiration du délai de soumission défini dans d'appel, tel que visé à l'article 7.11.3, § 1^{er} du présent arrêté.

§ 6. L'Agence flamande de l'Energie peut contrôler le respect des conditions d'octroi de l'aide, visées dans la présente section, au moyen d'un contrôle sur les lieux de l'installation et des relevés de compteurs.

Lorsque l'Agence flamande de l'Energie se voit refuser l'accès à l'installation ou qu'elle constate le non-respect des conditions ou une fraude lors du relevé des données de mesure, elle peut décider de ne pas octroyer l'aide ou de la recouvrer dans les dix ans après la mise en service de l'installation.

Le bénéficiaire de l'aide notifie sans délai à l'Agence flamande de l'Energie :

1° toute modification susceptible d'entraîner le non-respect des conditions d'octroi de l'aide ;

2° toute modification susceptible d'affecter le montant de l'aide à octroyer ;

3° toute modification relative à la personne physique ou morale bénéficiaire de l'aide.

Le bénéficiaire de l'aide joint à chaque notification d'une modification, telle que visée à l'alinéa trois, 2°, un nouveau rapport de contrôle, tel que visé au paragraphe § 1^{er}. En cas de telles modifications l'Agence flamande de l'Energie peut modifier sa décision d'octroi de l'aide. ».

Art. 4. Dans l'annexe III/1 au même arrêté, insérée par l'arrêté du Gouvernement flamand du 21 décembre 2012 et modifiée en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement flamand du 15 décembre 2017, le point 3, 2°, a) est remplacé par ce qui suit :

« 2°a) cat. 4a : nouvelles installations dans le domaine de l'énergie éolienne terrestre, d'une puissance nominale brute par éolienne entre 300 kWe et 3 MWe, dont le projet prévoit la participation citoyenne ;

cat. 4b : nouvelles installations dans le domaine de l'énergie éolienne terrestre, d'une puissance nominale brute par éolienne entre 300 kWe et 3 MWe, qui ne relèvent pas de la cat. 4a ; ».

Art. 5. Par dérogation à l'article 6.2/1.2, premier alinéa de l'Arrêté relatif à l'Energie du 19 novembre 2010 et aux articles 24 et 25 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 15 décembre 2017 modifiant l'Arrêté relatif à l'Energie du 19 novembre 2010, en ce qui concerne les demandes de prolongation pour des certificats d'électricité écologique et autres modifications, la limite inférieure est de 300 kWe pour la catégorie de projet représentative des nouvelles installations dans le domaine de l'énergie éolienne terrestre, telle que visée à l'article 6.2/1.2, premier alinéa, 2°, a) de l'Arrêté relatif à l'Energie du 19 novembre 2010 et au point 3, 2°, a) de l'annexe III/1 du même arrêté, à partir de l'entrée en vigueur du présent arrêté jusqu'au 31 décembre 2018.

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur à une date à fixer par le ministre flamand ayant la politique énergétique dans ses attributions, à l'exception des articles 2 et 4, qui entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2019.

Art. 7. Le ministre flamand ayant la politique énergétique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 7 septembre 2018.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
G. BOURGEOIS

Le Ministre flamand du Budget, des Finances et de l'Energie,
B. TOMMELEIN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2018/13743]

29 AOUT 2018. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française organisant, à titre expérimental, dans le régime de la certification par unités d'acquis d'apprentissage (CPU), des options de base groupées en 4^{ème}, 5^{ème} et 6^{ème} années de l'enseignement secondaire qualifiant

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 20 ;

Vu le décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance, l'article 14, § 2/1 ;

Vu le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, l'article 15/1 ;

Vu le décret du 14 juin 2018 instituant un enseignement expérimental aux 2^{ème} et 3^{ème} degrés de l'enseignement secondaire qualifiant en ce qui concerne la certification par unités d'acquis d'apprentissage (CPU), et aux 2^{ème} et 3^{ème} degrés de l'enseignement de transition en ce qui concerne le dépassement du nombre maximum de périodes hebdomadaires, et portant diverses dispositions en matière d'enseignement obligatoire, d'organisation du jury délivrant le certificat d'aptitudes pédagogiques et de concertation avec les pouvoirs organisateurs et les organisations syndicales ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2014 déterminant le mode de calcul du complément de périodes-professeurs octroyé, au troisième degré de la section de qualification de l'enseignement secondaire ordinaire, dans les options de base groupées organisées dans le régime de la CPU ;

Vu les avis de l'Inspection des Finances, donnés le 19 février 2018 et le 1^{er} juin 2018 ;

Vu les accords du Ministre du Budget, donnés le 21 février 2018 et le 13 juin 2018 ;

Vu le « test genre » du 5 janvier 2018 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française;

Vu le protocole de concertation du 13 mars 2018 au sein du Comité de concertation entre le Gouvernement de la Communauté française et les Organes de représentation et de coordination des Pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux subventionnés ;

Vu le protocole de négociation du 13 mars 2018 au sein du Comité de négociation de secteur IX, du Comité des services publics provinciaux et locaux, section II, et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'enseignement libre subventionné selon la procédure de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités;

Vu le protocole de consultation des organisations représentatives des parents d'élèves au niveau communautaire du 15 mars 2018 conformément à l'article 7, § 2, du décret du 30 avril 2009 portant sur les associations de parents d'élèves et les organisations représentatives d'associations de parents d'élèves en Communauté française;

Vu l'avis du Conseil d'Etat 63.797/2/V, donné le 23 juillet 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire ;

Considérant l'arrêté royal n° 49 du 2 juillet 1982 relatif aux normes de création, de maintien et de dédoublement et au calcul de crédit d'heures de l'enseignement secondaire de type I, concernant la fusion d'établissements ainsi que certains emplois du personnel des établissements d'enseignement secondaire de plein exercice de type I et de type II ;

Considérant l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire ;

Considérant le décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance ;

Considérant le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice ;

Considérant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 31 août 1992 exécutant le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice ;

Considérant le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre ;

Considérant le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un institut de la formation en cours de carrière ;

Considérant le décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé ;

Considérant le décret du 12 juillet 2012 organisant la certification par unités d'acquis d'apprentissage (CPU) dans l'enseignement secondaire qualifiant et modifiant diverses dispositions relatives à l'enseignement secondaire ;

Considérant la nécessité de mettre en place un dispositif permettant l'organisation des options de base groupées dans le régime de la Certification par Unités d'apprentissage sur trois années à partir de la 4^{ème} année ;

Considérant que le déploiement de la CPU sur trois années au lieu de deux est rendu nécessaire par le niveau d'exigence que requièrent les profils de formation élaborés par le Service Francophone des Métiers et des Qualifications, le nombre et la qualité des acquis d'apprentissage à développer exigeant un temps de formation plus long ;

Sur proposition de la Ministre de l'Éducation ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Champ d'application*

Article 1^{er}. Le présent arrêté concerne les établissements qui organisent une ou plusieurs des options de base groupées suivantes qui sont organisées dans le régime de la CPU en 4^{ème}, 5^{ème} et 6^{ème} années à partir de la 4^e année au 1^{er} septembre 2018 :

1° dans l'enseignement technique de qualification :

- Technicien /Technicienne en systèmes d'usinage ;
- Mécanicien polyvalent /Mécanicienne polyvalente automobile ;
- Esthéticien/Esthéticienne ;

2° dans l'enseignement professionnel :

- Agent/Agente agricole polyvalent/polyvalente ;
- Installateur Electricien/Installatrice Electricienne ;
- Mécanicien/Mécanicienne d'entretien automobile ;
- Maçon/Maçonne ;
- Menuisier/Menuisière d'intérieur et d'extérieur ;
- Monteur/Monteuse en chauffage et sanitaire ;
- Carreleur/Carreulse Chapiste ;
- Peintre Décorateur/Peintre Décoratrice ;
- Plafonneur Cimentier/Plafonneuse Cimentière ;
- Couvreur-Etancheur/Couvreuse-Etancheuse ;
- Restaurateur/Restauratrice ;
- Coiffeur/Coiffeuse.

CHAPITRE II. — *Dispositions générales*

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté on entend par :

1° « Plan de mise en œuvre » (ci-après repris sous l'intitulé « PMO ») : désigne, conformément à l'article 1^{er} du décret du 12 juillet 2012 précité, le document établi au sein de chaque établissement, selon le modèle fixé par le Gouvernement dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 octobre 2013 fixant le modèle de plan de mise en œuvre de la Certification par Unités d'acquis d'apprentissage (CPU).

Le plan de mise en œuvre de la CPU décrit :

- a) l'organisation pédagogique : celle-ci comprend le calendrier annuel des unités d'acquis d'apprentissage et des épreuves de validation, l'organisation des équipes et de leur travail, la gestion des cours de l'option groupée ou de la formation commune, la politique de stages dans le respect du profil de certification, les modalités de l'articulation des cours de l'option groupée avec la formation commune et, s'il échet, l'utilisation des possibilités offertes par l'article 54 du décret du 24 juillet 1997 précité, l'organisation des jurys de qualification;
- b) les procédures de remédiation : celles-ci précisent les procédures installées pendant ou après les unités d'acquis d'apprentissage et les dispositifs prévus, le cas échéant, au terme du degré, et ce tant pour la formation commune que pour les cours de l'option groupée;
- c) les ressources éducatives, pédagogiques et matérielles mobilisées pour la mise en œuvre de la CPU dans l'établissement : celles-ci peuvent comprendre, les dispositifs de concertation et de co-construction, les appuis externes (formations, conseillers pédagogiques, Centres de compétence, Centres de référence, Centres de technologies avancées, secteurs professionnels,...), l'utilisation des locaux, la comparaison entre l'équipement disponible dans l'établissement et l'équipement prévu par le profil d'équipement;
- d) les modalités de communication à destination des élèves et des parents.

Ce plan de mise en œuvre est construit avec l'équipe éducative de l'établissement ;

2° « Unités d'acquis d'apprentissage » (ci-après reprises sous l'intitulé « UAA ») : désigne, conformément à l'article 1^{er} du décret du 12 juillet 2012 précité, un ensemble cohérent d'acquis d'apprentissage susceptible d'être évalué et d'être validé;

3° « Profil de certification » (ci-après repris sous l'intitulé « PC ») : désigne, conformément à l'article 1^{er} du décret du 12 juillet 2012 précité, le document de référence définissant le lien entre une option de base groupée ou une formation et un ou des profil(s) de formation élaboré(s) par le Service francophone des métiers et des qualifications et dûment approuvé(s) par le Gouvernement, visé aux articles 39, 44, 45 ou 47 du décret du 24 juillet 1997 précité.

4° « Dossier d'apprentissage CPU » : désigne, conformément à l'article 1^{er} du décret du 12 juillet 2012 précité, le document communiqué à l'élève en début de quatrième, cinquième ou septième année.

Ce document qui accompagne l'élève dans sa démarche apprenante :

- a) énonce les objectifs de la formation commune et de la formation qualifiante;
- b) reprend les unités d'acquis d'apprentissage à valider;
- c) définit les modalités et la périodicité des épreuves de qualification;
- d) détaille l'évolution graduelle des acquis d'apprentissage maîtrisés et restant à acquérir par l'élève ainsi que, le cas échéant, les remédiations proposées; cette partie du document est mise à jour régulièrement sous la responsabilité du Conseil de classe.

Le Gouvernement a défini le modèle du dossier d'apprentissage CPU en ce qui concerne les éléments visés à l'alinéa précédent, a) et b), dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 décembre 2012 définissant certains éléments du modèle du dossier d'apprentissage CPU ;

5° « Conseil de classe » : désigne, conformément à l'article 2 de l'arrêté royal du 29 juin 1984 précité, l'ensemble des membres du personnel directeur et enseignant chargés de former un groupe déterminé d'élèves. Les compétences et le fonctionnement du Conseil de classe sont définis à l'article 21bis du même arrêté ;

6° « Conseil d'admission » : désigne, conformément à l'article 2 de l'arrêté royal du 29 juin 1984 précité, l'ensemble des membres du personnel directeur et enseignant qui, pour chacune des années en cause, sont chargés, par le chef d'établissement, d'apprécier, conformément à l'article 5, les possibilités d'admission des élèves dans une forme d'enseignement, dans une section et dans une orientation d'études.

Ce Conseil se réunit sous la présidence du Chef d'établissement ou de son délégué;

7° « Jury de qualification » : désigne conformément à l'article 2 de l'arrêté royal du 29 juin 1984 précité, le Jury chargé de délivrer le(s) certificat(s) de qualification et, dans le régime de la CPU, de valider les Unités d'acquis d'apprentissage, dont les compétences et le fonctionnement sont définis à l'article 21ter du même arrêté ;

8° « TQ » : désigne l'enseignement technique de qualification ;

9° « P » : désigne l'enseignement professionnel.

Art. 3. § 1^{er}. En application de l'article 39bis du décret du 24 juillet 1997 précité, les PC comportent des unités d'acquis d'apprentissage complétées par une durée en semaines.

Les UAA sont présentées dans un ordre logique d'apprentissage. Cet ordre est recommandé mais non obligatoire, sauf mentions explicites dans le PC pour l'enseignement de plein exercice. Si l'établissement ne suit pas l'ordre recommandé, il présente le nouvel ordre dans son PMO et le justifie.

Les UAA sont présentées par année scolaire. Cependant, une UAA peut exceptionnellement chevaucher deux années scolaires s'il est impossible de faire coïncider les UAA avec les années scolaires.

Les durées des UAA sont calibrées de telle manière que leur addition par année scolaire soit comprise entre 25 et 27 semaines, laissant la possibilité d'organiser en plus jusqu'à 5 semaines pour les semaines-projets des établissements, en application de l'article 54 du décret du 24 juillet 1997 précité.

§ 2. Les semaines-projets visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 4, peuvent être utilisées par les établissements afin, notamment :

- 1° d'organiser des activités d'évaluation et/ou de remédiation ;
- 2° de prolonger une UAA en cas de difficultés rencontrées par les élèves ;
- 3° d'organiser des activités spécifiques : un défilé, une exposition, la participation à un concours... ;
- 4° d'organiser des stages de découverte ou de pratique ;
- 5° de participer à des épreuves sectorielles ;
- 6° d'organiser des activités d'orientation ou réorientation ;
- 7° d'organiser des échanges Erasmus+ à l'étranger ;
- 8° de mettre en place des apprentissages qui entretiennent les acquis antérieurs et/ou qui anticipent l'UAA suivante.

La liberté de chaque établissement est totale quant à l'organisation des activités, pourvu qu'elles soient en lien avec la formation ou le projet d'établissement et accessibles à tous les élèves concernés. La programmation et le contenu de ces semaines doivent être repris dans le PMO qui peut être adapté en cours d'année scolaire.

Art. 4. § 1^{er}. Les attestations d'orientation en fin de 4^{ème} année dans les options de base groupées organisées dans le régime de la CPU sont les suivantes :

- 1° l'attestation d'orientation A, sur laquelle est stipulé que l'élève a terminé l'année avec fruit;
- 2° l'attestation d'orientation B sur laquelle est stipulé que l'élève a terminé l'année avec fruit mais ne peut être admis dans l'année supérieure qu'avec restriction portant sur telle(s) forme(s) d'enseignement, telle(s) section(s) et/ou telle(s) orientation(s) d'études; si l'élève souhaite se réinscrire dans la 4^{ème} année de la même orientation d'études, il est assimilé à un élève de C2D (complément au 2^{ème} degré); le programme spécifique de soutien aux apprentissages doit, dans ce cas, être rédigé par l'équipe éducative avant le 15 octobre ;
- 3° l'attestation de réorientation, sur laquelle est stipulé que l'élève n'a pas terminé l'année avec fruit et qu'il n'est pas autorisé à se réinscrire dans la même orientation d'études ; l'attestation de réorientation comprend un conseil de réorientation ; l'attestation de réorientation ne peut être délivrée que si l'établissement a mis en œuvre un accompagnement spécifique de l'élève pour l'aider à choisir une nouvelle orientation au moins pendant les quatre derniers mois de l'année scolaire en cours ; le dossier d'apprentissage de l'élève référence doit porter la trace de cet accompagnement ;
- 4° l'attestation d'orientation C2D (complément au 2^{ème} degré), sur laquelle est stipulé que l'élève n'a pas terminé l'année avec fruit mais est autorisé par le conseil de classe à se réinscrire dans la même option de base groupée ; le conseil de classe établit pour cet élève un programme spécifique de soutien aux apprentissages pour l'année suivante ; l'élève est considéré comme inscrit en quatrième année.

Avant le 15 janvier, le conseil de classe :

- soit autorise l'élève à poursuivre la C2D ; dans ce cas, au terme de l'année scolaire, l'élève reçoit une AOA;
- soit délivre immédiatement à l'élève l'attestation de réorientation prévue au 3° et accompagne l'élève dans son nouveau choix d'orientation.

Le document présentant la grille-horaire établie pour l'année scolaire en cours n'est pas modifié. Le conseil de classe peut cependant autoriser l'élève de C2D à participer à d'autres cours et activités au sein de l'établissement. Il peut aussi l'autoriser à doubler le nombre maximum de semaines de stage prévu pour la 4^{ème} année par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mai 2014 fixant les modalités d'organisation des stages dans l'enseignement secondaire ordinaire et dans l'enseignement secondaire spécialisé de forme 4.

Pour l'application du chapitre X du décret du 24 juillet 1997 précité, les décisions du conseil de classe décrites ci-dessus aux points 3° et 4° sont assimilées à des décisions d'échec ou de réussite avec restriction et donc susceptibles notamment de recours externe.

§ 2. A partir de la deuxième année de l'organisation de l'option de base groupée CPU en 4^{ème}, 5^{ème} et 6^{ème} années, l'élève régulier ne peut pas recommencer la 5^{ème} année. L'article 58, § 4, alinéas 1 et 3, de l'arrêté royal du 29 juin 1984 précité ne trouvera donc pas à s'appliquer.

§ 3. Au 1^{er} septembre 2019, les élèves qui sont autorisés à recommencer la 5^e année d'une option de base groupée CPU organisée en 5^{ème} et 6^{ème} années ou en 5^{ème}, 6^{ème} et 7^{ème} années, en application de l'article 58, § 4, de l'arrêté royal du 29 juin 1984 précité, sont admis dans la 5^{ème} année de l'option de base groupée dorénavant organisée en 4^{ème}, 5^{ème} et 6^{ème} années ; dans ce cas, le jury de qualification peut valider les UAA de 4^{ème} et 5^{ème} années pour lesquelles il estime que l'élève possède les acquis d'apprentissage requis.

§ 4. A partir de la 3^{ème} année de l'organisation de l'option de base groupée CPU en 4^{ème}, 5^{ème} et 6^{ème} années, l'élève régulier ne peut pas recommencer la 6^{ème} année. L'article 58, § 4, alinéas 2 et 3, de l'arrêté royal du 29 juin 1984 précité ne trouvera donc pas à s'appliquer.

§ 5. Au terme de l'année scolaire 2019-2020, les élèves qui fréquentent la 6^e année de l'option de base groupée « Couvreur-Etancheur/Couvreuse-Etancheuse » ne sont pas autorisés à recommencer cette 6^{ème} année. L'article 58, § 4, de l'arrêté royal du 29 juin 1984 précité, ne trouvera donc pas à s'appliquer.

§ 6. Le jury de qualification détermine, en fonction d'éléments objectifs constatés en cours d'apprentissage, à quel moment chaque élève est autorisé à présenter l'épreuve d'évaluation d'une UAA ; il en informe l'élève et, s'il est mineur, ses représentants légaux. Tout élève a le droit de présenter au moins une fois l'épreuve de validation de chaque UAA prévue au programme de l'année le plus tôt possible après la fin des apprentissages. Lorsqu'au cours de la même année scolaire, plusieurs UAA doivent être validées, il est interdit de repousser l'ensemble des épreuves de validation en fin d'année.

Art. 5. § 1^{er}. La 4^{ème} année d'une option de base groupée CPU est accessible à tout élève dans le respect des conditions d'admission précisées par l'arrêté royal du 29 juin 1984 précité et à tout élève admis en C2D en application de l'article 4, § 1^{er}, 4°.

§ 2. A partir du 1^{er} septembre suivant l'ouverture de l'option de base groupée CPU en 4^{ème} année, l'option est accessible en 5^{ème} année aux seuls élèves qui ont réussi la 4^{ème} année de la même option, y compris ceux qui ont terminé la C2D. Elle est également accessible aux élèves qui recommencent la 5^{ème} année de l'option de base groupée qui a été transformée dans l'option de base groupée CPU organisée en 4^{ème}, 5^{ème} et 6^{ème} années ; dans ce cas, le jury de qualification peut valider les UAA de 4^{ème} et de 5^e années pour lesquelles il estime que l'élève possède les acquis d'apprentissage requis.

Toutefois, le conseil d'admission peut admettre en 5^{ème} année d'une option de base groupée CPU un élève qui a terminé avec fruit une 4^{ème}, une 5^{ème}, une 6^{ème} ou une 7^{ème} année dans une autre orientation d'études, conformément aux conditions d'admission au 3^{ème} degré prévues dans l'arrêté du 29 juin 1984 précité ; dans ce cas, l'élève est appelé à faire la 4^{ème} et la 5^{ème} année en un an pour ce qui concerne la formation optionnelle. Le conseil d'admission peut dispenser l'élève concerné de tout ou partie de la formation commune si l'élève est issu d'une 5^{ème}, d'une 6^{ème} ou d'une 7^{ème} année terminée avec fruit.

Le conseil d'admission peut également admettre en 5^{ème} année de l'enseignement professionnel dans une option de base groupée CPU un élève qui a suivi au préalable une formation répondant aux prescriptions de l'article 2bis, § 1^{er}, 2°, du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance et qui y a obtenu l'attestation de réinsertion prévue à l'article 10 du même décret et l'attestation de compétences professionnelles du deuxième degré de l'enseignement secondaire en alternance prévue à l'article 8, § 2, du même décret.

Le conseil d'admission peut également admettre en 5^e année de l'enseignement professionnel dans une option de base groupée CPU un élève qui a suivi au préalable une formation relevant de l'enseignement spécialisé de forme 3 et qui est titulaire d'un certificat de qualification, conformément aux tableaux annexés à l'arrêté ministériel du 13 mars 2017 relatif aux conditions d'admission des élèves de l'enseignement spécialisé de forme 3 dans l'enseignement secondaire ordinaire.

§ 3. L'option est accessible en 6^{ème} année aux élèves qui recommencent la 6^e année de l'option de base groupée qui a été transformée dans l'option de base groupée CPU organisée en 4^{ème}, 5^{ème} et 6^{ème} années ; dans ce cas, le jury de qualification peut valider les UAA de 4^{ème}, 5^{ème} et 6^{ème} années pour lesquelles il estime que l'élève possède les acquis d'apprentissage requis.

Art. 6. § 1^{er}. Une option de base groupée CPU est organisée année par année à partir de la 4^{ème} année. L'option de base groupée organisée antérieurement en 5^{ème} et 6^{ème} années ou en 5^{ème}, 6^{ème} et 7^{ème} années est transformée année par année à partir de l'année scolaire suivant l'ouverture en 4^{ème} année de l'option de base groupée organisée dans le régime de la CPU.

§ 2. Si l'option de base groupée organisée dans le régime de la CPU à partir de la 4^{ème} année est appelée à remplacer une option de base groupée organisable dans l'établissement en 5^{ème} et 6^{ème} années au 1^{er} septembre de l'année de la transformation, cette dernière est automatique.

En ce qui concerne la 4^{ème} année,

1° si l'option de base groupée est appelée à remplacer une option de base du même secteur existant au 2^{ème} degré dans l'établissement, cette dernière option subsiste en 3^{ème} année ; elle peut également subsister en 4^{ème} année ;

2° dans le cas contraire, elle est créée sans autre procédure.

§ 3. Si l'option de base groupée organisée dans le régime de la CPU à partir de la 4^{ème} année n'est pas appelée à remplacer une option de base groupée organisée dans l'établissement en 5^{ème} et 6^{ème} années :

1° elle peut être créée dans le respect des règles de programmation visées par le décret du 29 juillet 1992 précité et par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 15 mars 1993 fixant les obligations de concertation entre les établissements de même caractère dans l'enseignement secondaire de plein exercice ;

2° au 1^{er} octobre de l'année de la création, elle doit compter en 4^{ème} année au moins 12 élèves ; si l'option n'est organisée dans l'établissement que sous la forme de l'enseignement secondaire en alternance, elle doit compter en 4^{ème} année au moins 10 élèves ;

3° si l'option est organisée en plein exercice en 4^e année et en alternance en 5^{ème}-6^{ème} ou uniquement en 6^{ème}, la norme de création à atteindre est de 12 élèves, au 1^{er} octobre, en 4^{ème} année de l'option organisée en plein exercice.

§ 4. L'établissement scolaire qui organise pour la première fois en 2018-2019 une option de base groupée CPU en 4-5-6, doit l'organiser en 4^e année selon les conditions prévues par le présent arrêté, mais peut également organiser au 3^{ème} degré, si le Gouvernement l'y autorise, cette même option telle qu'elle existait au répertoire des options de base groupées au 31 août 2018, pour les élèves qui fréquenteraient, dans cette option, une 5^{ème} année en 2018-2019 et une 6^{ème} année en 2019-2020. L'autorisation accordée par le Gouvernement ne dispense pas de l'obligation de respecter au 1^{er} octobre 2018 la norme de création afférente à cette option, et le cas échéant, à l'ouverture du degré.

§ 5. En ce qui concerne les normes de maintien prévues à l'article 12, § 1^{er}, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 31 août 1992 exécutant le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice :

1° la situation de l'option de base groupée CPU est examinée en continuité de l'option de base groupée appelée à être transformée ;

2° pour l'ensemble des options de base groupées du deuxi^{ème} degré énumérées dans l'annexe I, la norme de maintien (prévue en régime organique pour le 2^{ème} degré) s'observe sur la population scolaire de 3^{ème} année et est réduite de moitié ; lorsque le résultat n'est pas un nombre entier, il est arrondi à l'unité supérieure ;

3° les normes de maintien prévues pour la 5^{ème} année sont requises en 4^{ème} année, pour les options de base groupées organisées dans le régime de la CPU en 4^{ème}, 5^{ème} et 6^{ème} années ;

4° si l'option est organisée en plein exercice en 4^{ème} année et en alternance en 5^{ème}-6^{ème} ou uniquement en 6^{ème}, la norme de maintien s'observe sur la population de l'option organisée en 4^{ème} en plein exercice.

§ 6. Lorsque la 3^{ème} année n'est plus suivie de la 4^{ème} année de la même option de base groupée (car remplacée par l'option de base groupée CPU), les équipes éducatives ont l'autorisation d'adapter le programme de l'option de base groupée, initialement prévu pour la 3^{ème} et la 4^{ème}, à la seule 3^{ème}. Les pouvoirs organisateurs, via le cas échéant les organes de représentation et de coordination, ont le droit de faire approuver des programmes et des grilles-horaires uniquement destinés à la 3^{ème} année.

Art. 7. A partir du 1^{er} décembre de l'année scolaire où la CPU est d'application en quatri^{ème} année, les établissements tiennent leur PMO à la disposition des Services du Gouvernement.

Art. 8. En application de l'article 8, § 2, du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un institut de la formation en cours de carrière tel que modifié, deux demi-journées supplémentaires de formation obligatoire sont organisées pour tous les membres de l'équipe éducative concernés dans tous les établissements où une option de base groupée se déploie dans le régime de la CPU à partir de la 4^e année, et ce dès l'année scolaire précédant l'implémentation de l'option en 4^{ème}, 5^{ème} et 6^{ème} années et pendant les trois premières années scolaires de cette implémentation. Ces demi-journées peuvent également être ouvertes à d'autres membres du même établissement.

Les cours sont suspendus pendant les demi-journées visées à l'alinéa précédent pour tout ou partie des élèves.

Les dispositions visées aux alinéas précédents s'appliquent également aux professeurs et aux élèves des formations organisées en alternance et dans l'enseignement spécialisé pour toute option de base groupée et toute formation organisée en CPU.

Art. 9. Lorsqu'un élève inscrit dans une option de base groupée CPU change d'établissement, l'établissement dans lequel il sollicite une inscription dans la même option de base groupée demande à l'établissement précédent la transmission, en plus du dossier administratif, d'un rapport de compétences CPU. Ce document, établi par le Conseil de classe, dresse le bilan des compétences acquises et des compétences restant à acquérir ou à perfectionner et formule

des suggestions utiles pour une poursuite optimale de la scolarité. Ce rapport doit être envoyé dans les 15 jours ouvrables qui suivent la demande. A défaut, l'établissement demandeur informe l'administration qui met en demeure l'établissement en défaut.

Art. 10. § 1^{er}. Dans les options de base groupées organisées dans le régime de la CPU en 4^{ème}, 5^{ème} et 6^{ème} années, en plein exercice ou en alternance, un complément de périodes-professeurs est alloué aux établissements d'enseignement concernés. Ces périodes ne peuvent être utilisées, dans le respect des dispositions statutaires applicables, que pour organiser la remédiation visée à l'article 3, §§ 3 et 6, du décret du 12 juillet 2012 organisant la certification par unités d'acquis d'apprentissage (CPU) dans l'enseignement secondaire qualifiant et modifiant diverses dispositions relatives à l'enseignement secondaire. Le complément de périodes-professeurs est égal ou inférieur au montant calculé en application du paragraphe deux.

§ 2. Pour l'application du § 1^{er}, le mode de calcul sur base duquel le complément de périodes est attribué aux établissements d'enseignement qui organisent dans la section de qualification, une ou plusieurs option(s) de base groupée(s) dans le régime de la certification par unités d'acquis d'apprentissage (CPU) est déterminé comme suit:

1° on détermine en premier lieu le coût, en périodes-professeur, du redoublement en 5^{ème} et 6^{ème} années.

Le calcul se base sur les éléments suivants :

- la population de la 5^{ème} année de l'enseignement technique de qualification, celle de la 6^{ème} année de l'enseignement technique de qualification, celle de la 5^{ème} année de l'enseignement professionnel et celle de la 6^e année de l'enseignement professionnel des options en CPU ;
- la population et le taux de redoublement, calculé en moyenne sur les 5 dernières années scolaires, de la 5^{ème} année de l'enseignement technique de qualification, celle de la 6^{ème} année de l'enseignement technique de qualification, celle de la 5^{ème} année de l'enseignement professionnel et celle de la 6^e année de l'enseignement professionnel des options non CPU ;
- le nombre moyen de périodes proméritées par un élève inscrit en 5^{ème} ou en 6^{ème} année de l'enseignement technique de qualification et en 5^{ème} ou en 6^{ème} année de l'enseignement professionnel.

Le nombre de redoublants est donné par l'application du taux de redoublement moyen sur la population totale concernée.

Le coût du redoublement est calculé par la multiplication du nombre de redoublants par le nombre moyen de périodes;

2° le coût total du redoublement est divisé par le nombre d'élèves entrant en 5^{ème} et en 6^{ème} années, dans l'enseignement technique de qualification et dans l'enseignement professionnel.

Pour fixer le nombre d'élèves entrant en 5^{ème} année, on se base sur les chiffres certifiés au 15 janvier précédent. Pour les élèves entrant en 6^e, on se base sur le nombre d'élèves entrant en 5^{ème} au 15 janvier précédent diminué d'un taux d'abandon (10%).

§ 3. A partir du 1^{er} septembre 2018, lorsqu'une nouvelle option entre dans le régime de la CPU en 4^{ème}, 5^{ème} et 6^{ème} année, les périodes ne sont pas allouées lors de la première année de mise en œuvre. Lors de la deuxième et de la troisième année de mise en œuvre, 0,25 période est alloué par élève sur la base des populations de 4^{ème} et 5^{ème} année des options concernées au 15 janvier précédent. Dès la quatrième année de mise en œuvre, 0,25 période est alloué par élève sur la base du nombre des élèves de 4^{ème} et de 5^{ème} et 0,45 période par élève sur la base du nombre d'élèves de 6^{ème} année des options concernées au 15 janvier précédent, à l'exception des élèves inscrits en C3D. Ces montants peuvent être revus à la hausse ou à la baisse en fonction de l'application annuelle du mode de calcul décrit au paragraphe précédent.

§ 4. Pour les options CPU appelées à être transformées à partir du 1^{er} septembre 2018 en options CPU en 4^{ème}, 5^{ème} et 6^{ème} années, le complément de périodes-professeur reste égal à 0,45 périodes par élève inscrit en 5^{ème} et 6^{ème} année durant l'année scolaire 2018-2019 et à 0,45 période par élève inscrit uniquement en 6^{ème} année, à l'exception des élèves inscrits en C3D, durant l'année scolaire 2019-2020.

§ 5. Un monitoring des dépenses de personnel dans le cadre de l'application du présent arrêté sera organisé à partir de l'année scolaire 2019-2020. Ce monitoring associera le cabinet fonctionnel, le cabinet du Ministre du Budget, l'administration et l'Inspection des Finances. Le monitoring aura pour objet soit de confirmer le nombre de périodes redistribuées, soit de le réajuster si le coût de celui-ci venait à dépasser l'économie réalisée grâce au non-redoublement, soit de réaffecter les moyens budgétaires dégagés au bénéfice de l'enseignement qualifiant. Le monitoring concernera l'ensemble des options organisées dans le régime de la CPU.

CHAPITRE III. — Dispositions finales

Art. 11. Pour mettre en œuvre l'expérimentation prévue par le décret du 14 juin 2018 instituant un enseignement expérimental aux 2^{ème} et 3^{ème} degrés de l'enseignement secondaire qualifiant en ce qui concerne la certification par unités d'acquis d'apprentissage (CPU), et aux 2^{ème} et 3^{ème} degrés de l'enseignement de transition en ce qui concerne le dépassement du nombre maximum de périodes hebdomadaires, et portant diverses dispositions en matière d'enseignement obligatoire, d'organisation du jury délivrant le certificat d'aptitudes pédagogiques et de concertation avec les pouvoirs organisateurs et les organisations syndicales, le Gouvernement alloue des renforcements de périodes-professeurs pour l'organisation de la 4^{ème} année à certains établissements devant organiser au moins une option de base groupée présente dans la liste de l'article 1^{er}.

Les renforcements seront réservés aux établissements qui présentent une des configurations présentées dans l'annexe I.

Les renforcements pour l'organisation de la 4^{ème} année s'élèvent à 14 périodes pour l'enseignement technique de qualification et pour l'enseignement professionnel pour les années scolaires 2018-2019 et 2019-2020.

La liste des établissements bénéficiaires et le nombre de périodes qui leur sont allouées figurent en annexe II.

Art. 12. Le Ministre qui a l'enseignement obligatoire dans ses attributions est habilité à prendre, dans le cadre de l'expérimentation, toute disposition de type administratif utile à la bonne mise en œuvre du présent arrêté. Il en informe annuellement le Gouvernement.

Art. 13. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2014 déterminant le mode de calcul du complément de périodes-professeurs octroyé, au troisième degré de la section de qualification de l'enseignement secondaire ordinaire, dans les options de base groupées organisées dans le régime de la CPU est abrogé.

Art. 14. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 2018 sauf l'article 8 qui produit ses effets le 1^{er} janvier 2018.

Art. 15. Le Ministre qui a l'enseignement obligatoire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 29 août 2018.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE
La Ministre de l'Éducation,
M.-M. SCHYNS

Annexe I^{re} – Renforcements en périodes-professeurs : configurations admises

Dans cette annexe :

- « OBG » désigne une ou plusieurs option(s) de base groupée(s)
- « TQ » désigne l'enseignement technique de qualification.
- « P » désigne l'enseignement professionnel.

A. Secteur Industrie : technique de qualification

OBG 2^e degré

- Electromécanique
- Mécanique automobile

OBG 3^e degré

- Technicien/Technicienne en usinage (à transformer en option CPU 456)
- Mécanicien polyvalent/Mécanicienne polyvalente automobile (à transformer en option CPU 456)

- A. Technicien/Technicienne en informatique
- B. Technicien/Technicienne en électronique
- C. Electricien automatique/Electricienne automatique
- D. Mécanicien automatique/Mécanicienne automatique
- E. Technicien/Technicienne plasturgiste
- F. Technicien/Technicienne du froid

OBG organisées dans l'établissement au 2 ^e degré au 01/09/2017	OBG organisées dans l'établissement au 3 ^e degré au 01/09/2018	Nombre de renforcements
Electromécanique	Technicien/Technicienne en usinage Au moins une OBG A-F	1
Electromécanique	Mécanicien polyvalent/ Mécanicienne polyvalente automobile Au moins une OBG A-F	1
Electromécanique	Technicien/Technicienne en usinage Mécanicien polyvalent automobile	1
Electromécanique + Mécanique automobile	Technicien/Technicienne en usinage Mécanicien polyvalent/ Mécanicienne polyvalente automobile Au moins une OBG A-F	1
Electromécanique	Technicien/Technicienne en usinage Mécanicien polyvalent/ Mécanicienne polyvalente automobile Au moins une OBG A-F	2
Pas d'OBG	Technicien/Technicienne en usinage (Au moins une OBG A-F OBG A-F éventuellement)	1
Pas d'OBG	Mécanicien polyvalent/ Mécanicienne polyvalente automobile (Au moins une OBG A-F OBG A-F éventuellement)	1
Pas d'OBG	Technicien/Technicienne en usinage Mécanicien polyvalent/ Mécanicienne polyvalente automobile (Au moins une OBG A-F OBG A-F éventuellement)	2

B. Secteur Industrie : professionnel

OBG 2^e degré

- Mécanique polyvalente
- Mécanique garage
- Electricité

OBG 3^e degré

- Mécanicien/Mécanicienne d'entretien automobile (à transformer en option CPU 456)
- Installateur Electricien/Installatrice Electricienne

- A. Assistant/Assistante de maintenance PC-réseaux
- B. Mécanicien/Mécanicienne d'entretien

- C. Métreur-soudeur/Métricière-soudeuse
 D. Carrossier/Carrossière
 E. Mécanicien/Mécanicienne en cycles
 F. Conducteur/Conductrice poids lourds
 G. Conducteur /Conductrice d'autobus et d'autocar
 H. Mécanicien/Mécanicienne pour matériel de parcs, jardins et espaces verts

OBG organisées dans l'établissement au 2 ^e degré au 01/09/2017	OBG organisées dans l'établissement au 3 ^e degré au 01/09/2018	Nombre de renforcements
Mécanique polyvalente	Mécanicien/Mécanicienne d'entretien automobile Au moins une OBG A-H	1
Mécanique garage	Mécanicien/Mécanicienne d'entretien automobile Au moins une OBG A-F	1
Pas d'OBG	Mécanicien/Mécanicienne d'entretien automobile (Au moins une OBG A-H éventuellement)	1
Pas d'OBG	Electricien installateur en résidentiel/ Electricienne installatrice en résidentiel et/ou Electricien installateur industriel/ Electricienne installatrice industrielle	1

C. Secteur Construction : professionnel – groupe Equipement du bâtiment

OBG 2^e degré

→ Equipement du bâtiment

OBG 3^e degré

- Monteur/Monteuse en sanitaire et en chauffage (à transformer en option CPU 456)
- Plafonneur/Plafonneuse (à transformer en option CPU 456)
- Carreleur/Carreleuse (à transformer en option CPU 456)
- Peintre (à transformer en option CPU 456)

OBG organisées dans l'établissement au 2 ^e degré au 01/09/2017	OBG organisées dans l'établissement au 3 ^e degré au 01/09/2018	Nombre de renforcements
Equipement du bâtiment	Deux OBG CPU	1
Pas d'OBG	Une OBG CPU	1
Pas d'OBG	Deux OBG CPU	2

D. Secteur Construction : professionnel – groupe Construction gros-œuvre

OBG 2^e degré

→ Construction-gros œuvre

OBG 3^e degré

- Ouvrier qualifié/ Ouvrière qualifiée en construction gros-œuvre (à transformer en option CPU 456)

A. Conducteur/Conductrice engins de chantier

OBG organisées dans l'établissement au 2 ^e degré au 01/09/2017	OBG organisées dans l'établissement au 3 ^e degré au 01/09/2018	Nombre de renforcements
Construction-gros œuvre	Ouvrier qualifié/Ouvrière qualifiée en construction gros-œuvre Conducteur engins de chantier	1
Pas d'OBG	Ouvrier qualifié/c en construction gros-œuvre	1

E. Secteur Construction : professionnel – groupe Bois

OBG 2^e degré

→ Bois

OBG 3^e degré

- Menuisier (à transformer en option CPU 456)

A. Ebéniste

OBG organisées dans l'établissement au 2 ^e degré au 01/09/2017	OBG organisées dans l'établissement au 3 ^e degré au 01/09/2018	Nombre de renforcements
Bois	Menuisier/Menuisière Ebéniste	1
Pas d'OBG	Menuisier/Menuisière (Ebéniste éventuellement)	1

F. Secteur Construction : professionnel – cas du Couvreur-Etancheur/Couvreuse-EtancheuseOBG 2^e degré

→ Bois

→ Equipement du bâtiment

OBG 3^e degré

• Couvreur-Etancheur/Couvreuse-Etancheuse (à transformer en option CPU 456)

Pour cette option qui peut être précédée au 2^{ème} degré soit de l'option Bois, soit de l'option Equipement du bâtiment, soit d'aucune des deux options, les services du gouvernement étudieront la situation particulière de chaque établissement et proposeront au gouvernement d'allouer ou non un renforcement, éventuellement complémentaire aux renforcements alloués en fonction des tableaux C et E.

G. Secteurs Agronomie, Hôtellerie-Restaurant et Services aux personnesOBG 2^e degré

→ Agriculture et maintenance du matériel P

→ Cuisine et salle P

→ Bioesthétique TQ

→ Coiffure P

OBG 3^e degré

• Ouvrier qualifié/Ouvrière qualifiée en agriculture P (à transformer en option CPU 456)

• Restaurateur/Restauratrice P (à transformer en option CPU 456)

• Esthéticien/Esthéticienne TQ (à transformer en option CPU 456)

• Coiffeur/Coiffeuse P (à transformer en option CPU 456)

Dans ces secteurs, les seuls cas qui mériteraient un renforcement sont les suivants :

OBG organisées dans l'établissement au 2 ^e degré au 01/09/2017	OBG organisées dans l'établissement au 3 ^e degré au 01/09/2018	Nombre de renforcements
Pas d'OBG	Ouvrier qualifié/Ouvrière qualifiée en agriculture	1
Pas d'OBG	Restaurateur/Restauratrice	1
Pas d'OBG	Esthéticien/Esthéticienne	1
Pas d'OBG	Coiffeur/Coiffeuse	1

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 août 2018 organisant, à titre expérimental, dans le régime de la certification par unités d'acquis d'apprentissage (CPU), des options de base groupées en 4^{ème}, 5^{ème} et 6^{ème} années de l'enseignement secondaire qualifiant.

Bruxelles, le 29 août 2018.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Ministre de l'Éducation,
M.-M. SCHYNS

Annexe II – Renforcements en périodes-professeurs : liste des établissements et des moyens alloués

Dans cette annexe :

- « FASE » désigne le numéro FASE de l'établissement
- « LS » désigne les réseaux libres subventionnés
- « OS » désigne le réseau officiel subventionné
- « WBE » désigne le réseau organisé par la Communauté française
- « TQ » désigne l'enseignement technique de qualification
- « P » désigne l'enseignement professionnel
- « NTPP » désigne le nombre total de périodes-professeurs

FASE	ETABLISSEMENT	Code Postal	LOCALITE	RESEAU	FORME	NTPP ALLOUE
209	INSTITUT SAINT-JOSEPH D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE	1040	ETTERBEEK	LS	TQ	14
712	COLLEGE TECHNIQUE SAINT-JEAN	1300	WAVRE	LS	TQ	14
					P	14
779	INSTITUT TECHNIQUE	7800	ATH	LS	P	14
1116	INSTITUT TECHNIQUE ET COMMERCIAL DES AUMONIERES DU TRAVAIL	7300	BOUSSU	LS	P	14
1204	INSTITUT TECHNIQUE SAINT-LUC	7000	MONS	LS	TQ	28
					P	14
1415	INSTITUT TECHNIQUE SAINT-JOSEPH (D2-D3)	7100	LA LOUVIERE	LS	TQ	14
1781	INSTITUT DON BOSCO	4500	HUY	LS	P	14

FASE	ETABLISSEMENT	Code Postal	LOCALITE	RESEAU	FORME	NTPP ALLOUE
1839	CENTRE SCOLAIRE SAINT-JOSEPH - SAINT-RAPHAEL	4920	SOUGNE-REMOUCHAMPS	LS	P	14
2020	INSTITUT SAINT-LAURENT	4000	LIEGE	LS	TQ	14
					P	14
2022	INSTITUT DON BOSCO	4000	LIEGE	LS	TQ	14
2344	INSTITUT D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE DON BOSCO	4800	VERVIERS	LS	TQ	14
2596	INSTITUT SAINT-ROCH	6900	MARCHE-EN-FAMENNE	LS	P	14
2762	INSTITUT DES ARTS ET METIERS	6760	VIRTON	LS	TQ	14
2809	INSTITUT SAINT-JOSEPH - ENSEIGNEMENT TECHNIQUE	5590	CINEY	LS	P	14
2974	ECOLE PROFESSIONNELLE	5002	SAINTE-SERVAIS	LS	P	28
3120	INSTITUT SAINTS-PIERRE ET PAUL	5620	FLORENNES	LS	P	14
3236	INSTITUT DON BOSCO	7500	TOURNAI	LS	P	14
					TQ	28
95331	COLLEGE DES AUMONIERES DU TRAVAIL DE CHARLEROI	6000	CHARLEROI	LS	P	28
5438	CEFA DES FAGNES	5660	COUVIN	LS	P	84
5429	CEFA - CENTRE SCOLAIRE EPERONNIERS-MERCELIS	1050	BRUXELLES	LS	P	56
5436	CEFA - INSTITUT TECHNIQUE SAINT-GABRIEL	7090	BRAINE-LE-COMTE	LS	P	14
00923	UT-Institut d'Enseignement Technique Secondaire	6000	CHARLEROI	OS	TQ	14
					P	14
95194	Lycée provincial Hornu Colfontaine	7340	COLFONTAINE	OS	P	14
01419	Athénée Provincial de La Louvière	7100	A LOUVIERE	OS	P	14
01736	Athénée Provincial de Leuze	7900	LEUZE-EN-HAINAUT	OS	TQ	14
					P	14
2009	CENTRE D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE LEON MIGNON	4000	LIEGE	OS	P	14
2017	ECOLE D'HOTELLERIE ET DE TOURISME	4000	LIEGE	OS	P	14
5424	CEFA - VILLE DE LIEGE	4000	LIEGE	OS	P	28
2011	INSTITUT DE LA CONSTRUCTION DES ARTS DECORATIFS ET INDUSTRIELS	4000	LIEGE	OS	P	42
5419	CEFA - CENTRE EDUCATIF COMMUNAL SECONDAIRE "LA GARENNE"	6000	CHARLEROI	OS	P	14
1779	ECOLE POLYTECHNIQUE DE HUY-ENSEIGNEMENT DE LA PROVINCE DE LIEGE	4500	HUY	OS	TQ	14
2339	ECOLE POLYTECHNIQUE DE VERVIERS - ENSEIGNEMENT DE LA PROVINCE DE LIEGE	4800	VERVIERS	OS	P	14
5423	CEFA - ECOLE POLYTECHNIQUE DE HERSTAL - ENSEIGNEMENT DE LA PROVINCE DE LIEGE	4040	HERSTAL	OS	P	42
5425	CEFA - ECOLE POLYTECHNIQUE DE SERAING - ENSEIGNEMENT DE LA PROVINCE DE LIEGE	4100	SERAING	OS	P	56
5426	CEFA - ECOLE POLYTECHNIQUE DE VERVIERS - ENSEIGNEMENT DE LA PROVINCE DE LIEGE	4800	VERVIERS	OS	P	42
645	INSTITUT PROVINCIAL DES ARTS ET METIERS	1400	NIVELLES	OS	P	14
2174	ATHENEE ROYAL VISE	4600	WISE	WBE	P	56
1045	ATHENEE ROYAL JOURDAN	6220	FLEURUS	WBE	P	14
365	ATHENEE ROYAL VICTOR HORTA	1060	BRUXELLES	WBE	P	14

FASE	ETABLISSEMENT	Code Postal	LOCALITE	RESEAU	FORME	NTPP ALLOUE
2712	INSTITUT TECHNIQUE DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE CENTRE ARDENNE	6800	LIBRAMONT	WBE	P	14
95264	ATHENEE ROYAL THOMAS EDISON MOUSCRON	7700	MOUSCRON	WBE	P	14
95265	INSTITUT TECHNIQUE DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE VAL-ITMA	7500	TOURNAI	WBE	TQ	28
5459	CEFA - ATH	7801	IRCHONWELZ	WBE	P	42
1837	ATHENEE ROYAL AYWAILLE	4920	AYWAILLE	WBE	P	14
3107	ATHENEE ROYAL JEAN REY	5660	COUVIN	WBE	P	14
1595	INSTITUT TECHNIQUE DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE	7140	MORLANWELZ-MARIEMONT	WBE	TQ	14
2159	ATHENEE ROYAL SOUMAGNE	4630	SOUMAGNE	WBE	TQ	14
1826	ATHENEE ROYAL D'ANS	4432	ALLEUR	WBE	TQ	14

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 août 2018 organisant, à titre expérimental, dans le régime de la certification par unités d'acquis d'apprentissage (CPU), des options de base groupées en 4^{ème}, 5^{ème} et 6^{ème} années de l'enseignement secondaire qualifiant.

Bruxelles, le 29 août 2018.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Ministre de l'Education,
M.-M. SCHYNS

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2018/13743]

29 AUGUSTUS 2018. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot experimentele organisatie, in het kwalificatiestelsel uitgedrukt in eenheden van leerresultaten (CPU), van gegroepeerde basisopties in het vierde, vijfde en zesde leerjaar van het kwalificerend secundair onderwijs

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, artikel 20;

Gelet op het decreet van 3 juli 1991 houdende organisatie van het alternerend secundair onderwijs, artikel 14, § 2/1;

Gelet op het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, artikel 15/1;

Gelet op het decreet van 14 juni 2018 houdende instelling van een experimenteel onderwijs op de tweede en derde graden van het kwalificerend secundair onderwijs wat betreft de bekrachtiging per eenheden van leerresultaten (CPU), en op de tweede en derde graden van het doorstromingsonderwijs wat betreft het overschrijden van het maximumaantal wekelijkse lestijden, en houdende diverse bepalingen inzake leerplichtonderwijs, organisatie van de examencommissie voor de uitreiking van het getuigschrift van pedagogische bevoegdheid en overleg met de inrichtende machten en de vakverenigingen;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2014 tot bepaling van de berekeningswijze van de aanvullende lestijden-leraar toegekend aan de derde graad van de kwalificatieafdeling van het gewoon secundair onderwijs, in de gegroepeerde basisopties georganiseerd in het KEL-stelsel;

Gelet op de adviezen van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 19 februari 2018 en 1 juni 2018;

Gelet op de akkoordbevindingen van de Minister van Begroting van 21 februari 2018 en 13 juni 2018;

Gelet op de "gendertest" van 5 januari 2018 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het overlegprotocol van 13 maart 2018 van het overlegcomité tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten van het onderwijs en van de gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van 13 maart 2018 binnen het Comité van sector IX, van het Comité van de plaatselijke en provinciale overheidsdiensten, afdeling II, en van het Onderhandelingscomité voor de statuten van het personeel van het gesubsidieerd vrij onderwijs volgens de procedure van het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel;

Gelet op het raadplegingsprotocol van 15 maart 2018 van de verenigingen die de ouders van leerlingen op gemeenschapsvlak vertegenwoordigen overeenkomstig artikel 7, § 2, van het decreet van 30 april 2009 betreffende de Verenigingen van ouders van leerlingen en de Representatieve organisaties van verenigingen van ouders van leerlingen in de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies nr. 63.797/2/V van de Raad van State, gegeven op 23 juli 2018, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en organisatie van het secundair onderwijs;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 49 van 2 juli 1982 betreffende de oprichtings-, behouds- en splitsingsnormen en de berekening van het urenkrediet van het secundair onderwijs van het type I en betreffende de fusie van instellingen en bepaalde personeelsbetrekkingen van de instellingen voor secundair onderwijs met volledig leerplan van type I en type II;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs;

Gelet op het decreet van 3 juli 1991 tot organisatie van het alternerend secundair onderwijs;

Gelet op het decreet van 29 juli 1992 tot organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 31 augustus 1992 tot uitvoering van het decreet van 29 juli 1992 tot organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan;

Gelet op het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren;

Gelet op het decreet van 11 juli 1992 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het gespecialiseerd onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan;

Gelet op het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs;

Gelet op het decreet van 12 juli 2012 tot regeling van de kwalificatie uitgedrukt in eenheden van leerresultaten (KEL) in het secundair kwalificatieonderwijs en tot wijziging van verschillende bepalingen betreffende het secundair onderwijs;

Gelet op de noodzakelijkheid om een stelsel in te stellen waarbij de organisatie van de gegroepeerde basisopties in het KEL-kwalificatiestelsel over drie jaar vanaf het vierde leerjaar mogelijk wordt gemaakt;

Overwegende dat de verdeling van het KEL-stelsel over drie jaar in plaats van twee noodzakelijk is geworden rekening houdend met de vereisten verbonden met de opleidingsprofielen opgesteld door de "Service francophone des Métiers et des Qualifications", het aantal en de kwaliteit van de leerresultaten die bereikt moeten worden binnen een langere opleidingsperiode;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied*

Artikel 1. Dit besluit betreft de inrichtingen die één of meerdere van de volgende gegroepeerde basisopties organiseren binnen het KEL-stelsel in het vierde, vijfde en zesde leerjaar vanaf het vierde leerjaar op 1 september 2018:

1° in het technisch kwalificatieonderwijs:

- Technicus bewerkingssystemen;
- Polyvalente automechanici;
- Estheticus;

2° in het beroepsonderwijs:

- Polyvalent landbouwagent;
- Elektricien-installateur;
- Onderhoudsmechanici automobielsector;
- Metselaar;
- Binnen- en buitenschrijnwerker;
- Monteur centrale verwarming en sanitaire uitrusting;
- Tegelzetter Chapelegger;
- Huisschilder;
- Plafonneerder-Cementwerker;
- Dekker-Afdichter;
- Restaurateur;
- Kapper.

HOOFDSTUK II. — *Algemene bepalingen*

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° "Plan voor het implementeren van de kwalificatie uitgedrukt in eenheden van leerresultaten (KEL) (CPU - Certification par Unités d'acquis d'apprentissage)" (hierna het "toepassingsplan"): betreft, overeenkomstig artikel 1 van het voormelde decreet van 12 juli 2012, het document opgesteld binnen elke inrichting, volgens het model bepaald door de Regering in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 oktober 2013 tot bepaling van het model van plan voor het implementeren van de kwalificatie uitgedrukt in eenheden van leerresultaten (CPU - Certification par Unités d'acquis d'apprentissage).

Het toepassingsplan van het KEL-stelsel beschrijft:

a) de pedagogische organisatie: deze bevat de jaarlijkse kalender van de eenheden van leerresultaten en de evaluatieproeven, de organisatie van de teams en hun werk, het beheer van de lessen van de gegroepeerde optie of van de gemeenschappelijke opleiding, het stagebeleid met inachtneming van het kwalificatieprofiel, de nadere regels voor de articulatie van de lessen van de gegroepeerde opties met de gemeenschappelijke opleiding en, desgevallend, de aanwending van de mogelijkheden geboden door artikel 54 van het voornoemde decreet van 24 juli 1997, de organisatie van de kwalificatie-examencommissies;

b) de remediëeringsprocedures: deze bepalen de procedures die tijdens of na de eenheden van leerresultaten ingesteld worden en de stelsels die, desnoods, op het einde van de graad, ingesteld kunnen worden, en dit zowel voor de gemeenschappelijke opleiding als voor de lessen van de gegroepeerde optie;

c) de educatieve, pedagogische en materiële hulpbronnen die aangewend kunnen worden voor de uitvoering van het KEL-stelsel binnen de inrichting: deze kunnen de overleg- en mede-opbouwstelsels, de externe steun (opleidingen, pedagogische adviseurs, competentiecentra, referentiecentra, centra voor spitstechnologie, beroepssectoren,...), het gebruik van de lokalen, de vergelijking tussen de uitrusting die in de inrichting beschikbaar is en de uitrusting die bepaald wordt door het uitrustingsprofiel;

d) de nadere regels voor de communicatie bestemd voor de leerlingen en de ouders.

Dat toepassingsplan wordt vastgesteld samen met het leerteam van de inrichting;

2° “Eenheden van leerresultaten”: betreft, overeenkomstig artikel 1 van het voormelde decreet van 12 juli 2012, een samenhangend geheel van leerresultaten dat kan worden geëvalueerd en gevalideerd;

3° “Kwalificatieprofiel”: betreft, overeenkomstig artikel 1 van het voornoemde decreet van 12 juli 2012, het referentiedocument dat het verband beschrijft tussen een gegroepeerde basisoptie of een opleiding en één of meer opleidingsprofiel(en) vastgesteld door de « Service francophone des métiers et des qualifications (Franstalige Dienst voor Ambachten en Kwalificaties) en door de Regering behoorlijk goedgekeurd, bedoeld in de artikelen 39, 44, 45 of 47 van het voormelde decreet van 24 juli 1997.

4° “KEL-leerdossier”: betreft, overeenkomstig artikel 1 van het voornoemde decreet van 12 juli 2012, het document meegedeeld aan de leerling op het begin van het vierde, vijfde of zevende jaar.

Dat document, dat de leerling begeleidt in zijn leerproces,:

a) vermeldt de doelstellingen van de gemeenschappelijke opleiding en van de kwalificatieopleiding;

b) vermeldt de eenheden van leerresultaten die te valideren zijn;

c) bepaalt de nadere regels en de periodiciteit van de kwalificatie-examens;

d) beschrijft de geleidelijke evolutie van de leerresultaten die reeds verworven zijn of nog te verwerven zijn alsook, in voorkomend geval, de voorgestelde remediëring; dat deel van het document wordt regelmatig onder de verantwoordelijkheid van de klassenraad bijgewerkt.

De Regering bepaalt het model van het KEL-leerdossier betreffende de bestanddelen bedoeld in het vorige lid a) en b), in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 december 2012 tot bepaling van sommige elementen van het model van het KEL-leerdossier;

5° “Klassenraad”: betreft, overeenkomstig artikel 2 van het voornoemde koninklijk besluit van 29 juni 1984, het geheel van het bestuurs- en onderwijzend personeel dat belast wordt met de opleiding van een bepaalde groep leerlingen. De competenties en de werking van de klassenraad worden in artikel 21 bis van hetzelfde besluit bepaald;

6° « Toelatingsraad»: betreft, overeenkomstig artikel 2 van het voornoemde koninklijk besluit van 29 juni 1984, het geheel van het bestuurs- en onderwijzend personeel dat, voor elk van de betrokken leerjaren, door het inrichtingshoofd belast wordt met het beoordelen, overeenkomstig artikel 5, van de toelatingmogelijkheden van de leerlingen tot een onderwijsvorm, tot een afdeling en tot een studierichting.

Deze Raad vergadert onder het voorzitterschap van het inrichtingshoofd of zijn afgevaardigde;

7° « Kwalificatie-examencommissie »: betreft, overeenkomstig artikel 2 van het voornoemde koninklijk besluit van 29 juni 1984, de examencommissie die belast wordt met het uitreiken van het kwalificatiegetuigschrift en, in het KEL-stelsel, met het valideren van de eenheden van leerresultaten, waarvan de competenties en de werking in artikel 21ter van hetzelfde besluit bepaald worden;

8° “KTO”: betreft het technisch kwalificatieonderwijs;

9° “B” betreft het beroepsonderwijs.

Art. 3. § 1. Met toepassing van artikel 39bis van het voornoemde decreet van 24 juli 1997, bevatten de kwalificatieprofielen eenheden van leerresultaten aangevuld met een duur in weken.

De eenheden van leerresultaten worden in een logische leerorde voorgesteld. Deze orde is aanbevolen maar niet verplichtend, behouden uitdrukkelijke vermelding in het kwalificatieprofiel voor het onderwijs met volledig leerplan. Indien de inrichting de aanbevolen orde niet volgt, stelt ze een nieuwe orde voor in haar toepassingsplan en kleedt haar beslissing met redenen om.

De eenheden van leerresultaten worden per schooljaar voorgesteld. Niettemin, kan uitzonderlijk een eenheid van leerresultaten twee jaar overlappen als het onmogelijk is de eenheden van leerresultaten in overeenstemming te brengen met de schooljaren.

De uren van de eenheden van leerresultaten worden gekalibreerd zodat hun optelling per schooljaar tussen 25 en 27 weken bestrijkt, waarbij de mogelijkheid wordt vrijgelaten om daarbij tot 5 weken te organiseren voor de weken-projecten van de inrichtingen, met toepassing van artikel 54 van het voormelde decreet van 24 juli 1997.

§ 2. De weken-projecten bedoeld bij paragraaf 1, vierde lid, kunnen door de inrichtingen gebruikt worden om, namelijk:

1° evaluatie- en/of remediëringactiviteiten te organiseren;

2° een eenheid van leerresultaten te verlengen in geval van moeilijkheden ervaren door de leerlingen;

3° specifieke activiteiten te organiseren: een défilé, een tentoonstelling, de deelneming aan een wedstrijd...;

4° ontdekkings- en praktijkstages te organiseren;

5° aan sectorproeven deel te nemen;

6° oriëntatieactiviteiten of activiteiten voor een hernieuwde oriëntatie te organiseren;

7° in het buitenland, Erasmus+ uitwisselingen te organiseren;

8° leerprocessen te organiseren waarbij een bijzonder belang wordt gehecht aan het behouden van de vorige leerresultaten en/of het voorbereiden van de volgende eenheid van leerresultaten.

De vrijheid van iedere inrichting is volledig wat betreft de organisatie van de activiteiten, voor zover deze in verband staan met de opleiding of het inrichtingsproject en deze toegankelijk blijven voor alle betrokken leerlingen. De programmering en de inhoud van deze weken moeten in het toepassingsplan opgenomen zijn en dat toepassingsplan kan tijdens het schooljaar aangepast worden.

Art. 4. § 1. De oriëntatieattesten op het einde van het vierde leerjaar in de gegroepeerde basisopties georganiseerd in het KEL-stelsel zijn de volgende:

1° het oriëntatieattest A, waarin vermeldt wordt dat de leerling het jaar met vrucht heeft voleindigd;

2° het oriëntatieattest B, waarin vermeldt wordt dat de leerling het jaar met vrucht heeft voleindigd, maar enkel met beperking betreffende een of meerdere onderwijsvorm(en), afdeling(en) en/of studieoriëntatie(s) tot het hogere jaar toegelaten kan worden; indien de leerling zich wenst opnieuw te inschrijven voor het vierde jaar van dezelfde studierichting, wordt hij gelijkgesteld met een leerling van het aanvullend deel van de tweede graad; het bijzondere leersteunprogramma moet, in dat geval, vóór 15 oktober door het opvoedend team opgesteld worden;

3° het attest van nieuwe oriëntatie, waarin vermeldt wordt dat de leerling het jaar niet met vrucht heeft beëindigd en dat hij niet ertoe gelaten wordt zich opnieuw voor dezelfde studierichting in te schrijven; het oriëntatieattest bevat een advies inzake de voorgestelde nieuwe oriëntatie; het attest van nieuwe oriëntatie kan slechts uitgereikt worden indien de inrichting een specifieke begeleiding voor de leerling heeft georganiseerd om hem te helpen een nieuwe richting te kiezen minstens gedurende de laatste vier maanden van het lopend schooljaar; het leerdoossier van de referentieleerling moet vermelding maken van deze begeleiding;

4° het oriëntatieattest van het aanvullend deel van de tweede graad, waarin vermeldt wordt dat de leerling het jaar niet met vrucht heeft beëindigd, maar dat hij door de klassenraad ertoe gelaten wordt zich opnieuw voor dezelfde gegroepeerde basisoptie in te schrijven; de klassenraad bepaalt voor deze leerling een specifiek leersteunprogramma voor het volgende jaar; de leerling wordt beschouwd als zijnde ingeschreven voor het vierde leerjaar.

Vóór 15 januari:

- laat, ofwel, de klassenraad de leerling toe om het aanvullend deel van de tweede graad te volgen;
- reikt, ofwel, de klassenraad, rechtstreeks, het attest van nieuwe oriëntatie bedoeld bij het punt 3° uit en begeleidt de leerling bij zijn nieuwe keuze van oriëntatie.

Het document met de uurregeling opgesteld voor het lopend schooljaar wordt niet gewijzigd. De klassenraad kan, echter, de leerling van het aanvullend deel van de tweede graad toelaten aan andere lessen en activiteiten binnen de inrichting deel te nemen. De klassenraad kan tevens de leerling toelaten het maximumaantal weken te verblijven voor de stage bedoeld voor het vierde leerjaar door het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 mei 2014 tot bepaling van de nadere regels voor de organisatie van stages in het gewoon secundair onderwijs en het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 4.

Voor de toepassing van hoofdstuk X van het voormelde decreet van 24 juli 1997, worden de beslissingen van de klassenraad die hierboven beschreven worden bij de punten 3° en 4° gelijkgesteld met beslissingen tot verklaring dat de leerling niet geslaagd is of slaagbeslissingen met beperking die dus via een extern beroep betwist kunnen worden.

§ 2. Vanaf het tweede jaar van de organisatie van de gegroepeerde KEL-basisoptie in het vierde, vijfde en zesde leerjaar, kan de regelmatige leerling het vijfde jaar niet opnieuw volgen. Artikel 58, § 4, eerste en derde lid, van het voormelde koninklijk besluit van 29 juni 1984 zal dus niet van toepassing zijn.

§ 3. Op 1 september 2019 worden de leerlingen die het 5de leerjaar mogen herbeginnen van een gegroepeerde basisoptie KEL georganiseerd in het 5de en 6de leerjaar of in het 5de, 6de en 7de leerjaar, met toepassing van artikel 58, § 4, van het bovenvermelde koninklijk besluit van 29 juni 1984, toegelaten tot het 5de leerjaar van de gegroepeerde basisoptie die voortaan georganiseerd wordt in het 4de, 5de en 6de leerjaar; in dit geval, kan de kwalificatie-examencommissie de eenheden van leerresultaten van het 4de en 5de leerjaar bekrachtigen waarvan ze van mening is dat de leerling over de vereiste eenheden van leerresultaten beschikt.

§ 4. Vanaf het 3de leerjaar van de organisatie van de gegroepeerde basisoptie KEL in het 4de, 5de en 6de leerjaar mag de regelmatige leerling het 6de leerjaar niet herbeginnen. Artikel 58, § 4, tweede en derde lid, van het bovenvermelde koninklijk besluit van 29 juni 1984 zal dus niet van toepassing zijn.

§ 5. Op het einde van het schooljaar 2019-2020 mogen de leerlingen die het 6de leerjaar van de gegroepeerde basisoptie "Dekker-Afdichter" volgen, dat 6de leerjaar niet herbeginnen. Artikel 58, § 4 van het bovenvermelde koninklijk besluit van 29 juni 1984 zal dus niet van toepassing zijn.

§ 6. De kwalificatie-examencommissie bepaalt, in functie van de objectieve elementen die tijdens het leerproces vastgesteld worden, wanneer elke leerling de evaluatieproef van een eenheid van leerresultaten mag voorleggen; ze licht de leerling hierover in en, indien de leerling minderjarig is, zijn wettelijke vertegenwoordigers. Elke leerling heeft het recht om ten minste één keer de bekrachtigingsproef van elke eenheid van leerresultaten voor te leggen die voorzien wordt in het programma van het jaar en dit zo vroeg mogelijk na het einde van de leerprocessen. Wanneer tijdens hetzelfde schooljaar verschillende eenheden van leerresultaten bekrachtigd moeten worden, is het verboden om het geheel van de bekrachtigingsproeven tot het einde van het jaar uit te stellen.

Art. 5. § 1. Het 4de leerjaar van een gegroepeerde basisoptie KEL is toegankelijk voor elke leerling met inachtneming van de toelatingsvoorwaarden bepaald in het bovenvermelde koninklijk besluit van 29 juni 1984 en voor elke leerling toegelaten in het aanvullend deel van de tweede graad overeenkomstig artikel 4, § 1, 4°.

§ 2. Vanaf 1 september volgend op de opening van de gegroepeerde basisoptie KEL in het 4de leerjaar is de optie toegankelijk in het 5de leerjaar enkel voor de leerlingen die geslaagd zijn voor het 4de leerjaar van dezelfde optie, met inbegrip van deze die het aanvullend deel van de tweede graad beëindigd hebben. Ze is ook toegankelijk voor de leerlingen die het 5de leerjaar herbeginnen van de gegroepeerde basisoptie die veranderd werd in de gegroepeerde basisoptie KEL georganiseerd in het 4de, 5de en 6de leerjaar; in dit geval kan de kwalificatie-examencommissie de eenheden van leerresultaten van het 4de en 5de leerjaar bekrachtigen waarvan ze van mening is dat de leerling over de vereiste eenheden van leerresultaten beschikt.

Nochtans kan de toelatingsraad tot het 5de leerjaar van een gegroepeerde basisoptie KEL een leerling toelaten die met vrucht een 4de, 5de, 6de of 7de leerjaar beëindigd heeft in een andere studierichting overeenkomstig de toelatingsvoorwaarden in de 3de graad bedoeld in het bovenvermelde besluit van 29 juni 1984; in dit geval wordt de leerling verzocht het 4de en het 5de leerjaar in één jaar te volgen wat betreft de optionele opleiding. De toelatingsraad kan de betrokken leerling vrijstellen van het geheel of een gedeelte van de gemeenschappelijke optie indien de leerling afkomstig is uit een 5de, 6de of 7de leerjaar dat met vrucht beëindigd werd.

De toelatingsraad kan ook tot het 5de leerjaar van het beroepsonderwijs in een gegroepeerde basisoptie KEL een leerling toelaten die vooraf een opleiding gevolgd heeft die beantwoordt aan de voorschriften van artikel 2bis, § 1, 2°, van het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het alternerend secundair onderwijs en die het attest van heropneming bedoeld in artikel 10 van hetzelfde decreet en het attest van beroepsbekwaamheden van de tweede graad van het alternerend secundair onderwijs bedoeld in artikel 8, § 2, van hetzelfde decreet behaald heeft.

De toelatingsraad kan ook tot het 5de leerjaar van het beroepsonderwijs in een gegroepede basisoptie KEL een leerling toelaten die vooraf een opleiding behorend tot het gespecialiseerd onderwijs van vorm 3 gevolgd heeft en die titularis is van een kwalificatiegetuigschrift, overeenkomstig de tabellen gevoegd bij het ministerieel besluit van 13 maart 2017 betreffende de voorwaarden voor de toelating van leerlingen uit het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 3 tot het gewoon secundair onderwijs.

§ 3. De optie is toegankelijk in het 6de leerjaar voor de leerlingen die het 6de leerjaar van de gegroepede basisoptie herbeginnen die veranderd werd in de gegroepede basisoptie KEL georganiseerd in het 4de, 5de en 6de leerjaar; in dit geval kan de kwalificatie-examencommissie de eenheden van leerresultaten het 4de, 5de en 6de leerjaar bekrachtigen waarvan ze van mening is dat de leerling over de vereiste eenheden van leerresultaten beschikt.

Art. 6. § 1. Een gegroepede basisoptie KEL wordt jaar per jaar vanaf het 4de leerjaar georganiseerd. De gegroepede basisoptie die vooraf in het 5de en 6de leerjaar of in het 5de, 6de en 7de leerjaar georganiseerd werd, wordt jaar per jaar omgezet vanaf het schooljaar volgend op de opening in het 4de leerjaar van de gegroepede basisoptie georganiseerd in het KEL-stelsel.

§ 2. Indien de gegroepede basisoptie georganiseerd in het KEL-stelsel vanaf het 4de leerjaar een gegroepede basisoptie moet vervangen die georganiseerd kan worden in de inrichting in het 5de en 6de leerjaar op 1 september van het jaar van de omzetting, gebeurt deze laatste automatisch.

Wat betreft het 4de leerjaar

1° indien de gegroepede basisoptie een basisoptie van dezelfde sector moet vervangen die in de tweede graad in de inrichting bestaat, blijft deze laatste optie in het 3de leerjaar bestaan ; ze kan ook in het 4de leerjaar blijven bestaan ;

2° indien dat niet het geval is, wordt ze zonder verdere procedure ingericht.

§ 3. Indien de gegroepede basisoptie die georganiseerd wordt in het KEL-stelsel vanaf het 4de leerjaar een gegroepede basisoptie moet vervangen die georganiseerd wordt in de inrichting in het 5de en 6de leerjaar :

1° kan ze ook opgericht worden met inachtneming van de programmaregels bedoeld in het bovenvermelde decreet van 29 juli 1992 en in het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1993 tot vaststelling van de verplichtingen tot overleg tussen gelijkaardige inrichtingen in het secundair onderwijs met volledig leerplan;

2° moet ze op 1 oktober van het jaar van oprichting in het 4de leerjaar ten minste 12 leerlingen tellen ; indien de optie in de inrichting slechts georganiseerd wordt in de vorm van het alternerend secundair onderwijs, moet ze in het 4de leerjaar ten minste 10 leerlingen tellen;

3° indien de optie met volledig leerplan in het 4de leerjaar en alternerend in 5de-6de leerjaar of slechts in het 6de leerjaar georganiseerd wordt, is de oprichtingsnorm die bereikt moet worden 12 leerlingen, op 1 oktober, in het 4de leerjaar van de met volledig leerplan georganiseerde optie.

§ 4. De schoolinrichting die voor de eerste keer in 2018-2019 een gegroepede basisoptie KEL in 4-5-6 organiseert, moet ze in het 4de leerjaar organiseren volgens de voorwaarden bepaald in dit besluit maar kan ook in de 3de graad, indien de Regering haar toestemming geeft, dezelfde optie organiseren zoals ze bestond in het repertorium van de gegroepede basisoptie op 31 augustus 2018 voor de leerlingen die, in deze optie, een 5de leerjaar in 2018-2019 en een 6de leerjaar 2019-2020 zouden volgen. De toelating die door de Regering verleend wordt, stelt de inrichtingen niet vrij van de verplichting om op 1 oktober 2018 de oprichtingsnorm betreffende deze optie na te leven en, in voorkomend geval, van de opening van de graad.

§ 5. Wat betreft de behoudsnormen bedoeld in artikel 12, § 1, van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 31 augustus 1992 ter uitvoering van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan :

1° wordt de toestand van de gegroepede basisoptie KEL onderzocht in de voortzetting van de gegroepede basisoptie die omgezet moet worden ;

2° voor het geheel van de gegroepede basisopties van de tweede graad opgesomd in bijlage I, wordt een behoudsnorm (bepaald in het organiek stelsel voor de 2de graad) vastgesteld in de schoolbevolking van het derde leerjaar en met de helft verminderd ; wanneer het resultaat niet een geheel getal is, wordt het naar de hogere eenheid afgerond;

3° worden de behoudsnormen bepaald voor het 5de leerjaar vereist in het 4de leerjaar voor de gegroepede basisopties die georganiseerd worden in het KEL-stelsel in het 4de, 5de en 6de leerjaar ;

4° indien de optie met volledig leerplan in het 4de leerjaar en in het alternerend onderwijs in het 5de-6de leerjaar of slechts in het 6de leerjaar georganiseerd wordt, wordt de behoudsnorm vastgesteld op basis van de bevolking van de georganiseerde optie in het 4de leerjaar met volledig leerplan.

§ 6. Wanneer het 3de leerjaar niet meer gevolgd wordt door het 4de leerjaar van dezelfde gegroepede basisoptie (omdat ze vervangen wordt door de gegroepede basisoptie KEL), hebben de opvoedingsteams de toestemming om het programma van de gegroepede basisoptie dat oorspronkelijk bedoeld was voor het 3de en 4de leerjaar, aan slechts het 3de leerjaar aan te passen. De inrichtende machten, langs in voorkomend geval de vertegenwoordigings- en coördinatiorganen, hebben het recht om programma's en uurregelingen te laten goedkeuren die slechts bestemd zijn voor het 3de leerjaar.

Art. 7. Vanaf 1 december van het schooljaar waar het KEL-systeem in het 4de jaar van toepassing is, houden de inrichtingen hun toepassingsplan ter beschikking van de Diensten van de Regering.

Art. 8. Met toepassing van artikel 8, § 2, van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het buitengewoon onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan, zoals gewijzigd, worden twee bijkomende halve dagen van verplichte opleiding georganiseerd voor alle betrokken leden van het opvoedingsteam in alle inrichtingen waar een gegroepede basisoptie in het KEL-stelsel vanaf het 4de leerjaar zich ontwikkelt, en dit vanaf het schooljaar voorafgaand aan de implementatie van de optie in het 4de, 5de en 6de leerjaar en tijdens de eerste drie schooljaren van deze implementatie. Deze halve dagen kunnen ook open zijn aan de andere leden van dezelfde inrichting.

De cursussen worden geschorst tijdens de halve dagen bedoeld in het vorige lid voor het geheel of een gedeelte van de leerlingen.

De bepalingen bedoeld in de vorige leden zijn ook van toepassing op de leerkrachten en de leerlingen van de opleidingen georganiseerd in het alternerend onderwijs en in het gespecialiseerd onderwijs voor elke gegroepeerde basisoptie en elke opleiding georganiseerd in het KEL-systeem.

Art. 9. Wanneer een leerling die ingeschreven is in een gegroepeerde basisoptie KEL van inrichting verandert, vraagt de inrichting waarin hij een inschrijving in dezelfde gegroepeerde basisoptie aanvraagt, aan de vorige inrichting het opsturen, naast het administratief verslag, van een KEL-bekwaamheidsverslag. Dit document dat opgesteld wordt door de Klassenraad, maakt het balans op van de verworven bekwaamheden en van de bekwaamheden die nog verworven of verbeterd moeten worden en formuleert de nuttige suggesties voor een optimale voortzetting van de schooljaren. Dit verslag moet binnen de 15 werkdagen volgend op de aanvraag verstuurd worden. Bij gebreke daaraan licht de verzoekende inrichting de administratie hierover in, die de in gebreke zijnde inrichting in gebreke stelt.

Art. 10. § 1. In de gegroepeerde basisopties die in het KEL-stelsel in het 4de, 5de en 6de leerjaar, in het onderwijs met volledig leerplan en in het alternerend onderwijs, georganiseerd worden, worden bijkomende lestijden-leerkrachten toegekend aan de betrokken onderwijsinrichtingen. Deze lestijden mogen slechts gebruikt worden, met inachtneming van de statutaire bepalingen die van toepassing zijn, om de remediëring bedoeld in artikel 3, §§ 3 en 6, van het decreet van 12 juli 2012 tot regeling van de kwalificatie uitgedrukt in eenheden van leerresultaten (KEL) in het secundair kwalificatieonderwijs en tot wijziging van verschillende bepalingen betreffende het secundair onderwijs, te organiseren. De bijkomende lestijden-leerkrachten zijn gelijk aan of lager dan het bedrag berekend overeenkomstig paragraaf twee.

§ 2. Voor de toepassing van § 1 wordt de berekeningswijze betreffende de aanvullende lestijden-leerkracht toegekend aan de onderwijsinrichtingen die in de kwalificatie-afdeling één of meer gegroepeerde basisoptie(s) organiseren met het bekrachtigingsstelsel per vereiste eenheden van leerresultaten (KEL), als volgt bepaald :

1° er wordt ten eerste de kosten, in lestijden-leerkracht, bepaald van het aantal blijvzitters in het 5de en 6de leerjaar.

De berekening baseert zich op de volgende elementen :

- de bevolking van het 5de leerjaar van het technisch kwalificatieonderwijs, dat van het 6de leerjaar van het technisch kwalificatieonderwijs, dat van het 5de leerjaar van het beroepsonderwijs en dat van het 6de leerjaar van het beroepsonderwijs van de opties in het KEL-stelsel ;

- de bevolking en het percentage van het blijven zitten, berekend gemiddeld over de 5 laatste schooljaren, van het 5de leerjaar van het technisch kwalificatieonderwijs, dat van het 6de leerjaar van het technisch kwalificatieonderwijs, dat van het 5de leerjaar van het beroepsonderwijs en dat van het 6de leerjaar van het beroepsonderwijs van de opties die niet tot het KEL-systeem behoren ;

- het gemiddelde aantal lestijden verschuldigd voor een leerling ingeschreven in het 5de of in 6de leerjaar van het technisch kwalificatieonderwijs of in het 5de of 6de leerjaar van het beroepsonderwijs.

Het aantal blijvzitters wordt gegeven door de toepassing van het percentage van de gemiddelde blijvzitters op de betrokken totale bevolking.

De kosten van het blijven zitten worden berekend door de vermenigvuldiging van het aantal blijvzitters door het gemiddelde aantal lestijden;

2° de globale kosten van het blijven zitten worden gedeeld door het aantal leerlingen die in het 5de of het 6de jaar gaan, in het technisch kwalificatieonderwijs en in het beroepsonderwijs.

Om het aantal leerlingen te bepalen die in het 5de jaar gaan, baseert men zich op de bekrachtigde cijfers op vorige 15 januari. Voor de leerlingen die in het 6de jaar gaan, baseert men zich op het aantal leerlingen die in het 5de jaar op vorige 15 januari gaan, verminderd met een percentage vroegtijdige schoolverlaters (10%).

§ 3. Vanaf 1 september 2018, wanneer een nieuwe optie in het KEL-systeem in het 4de, 5de en 6de leerjaar gaat, worden de lestijden niet toegekend bij het eerste jaar van implementeren. Bij het tweede en het derde jaar van implementeren wordt 0,25 lestijd toegekend per leerling op basis van de bevolkingen van het 4de en 5de leerjaar van de betrokken opties op vorige 15 januari. Vanaf het vierde jaar van implementeren wordt 0,25 lestijd toegekend per leerling op basis van het aantal leerlingen van het 4de en het 5de leerjaar en 0,45 lestijd per leerling op basis van het aantal leerlingen van het 6de leerjaar van de betrokken opties op vorige 15 januari, met uitzondering van de leerlingen ingeschreven in het aanvullend deel van de derde graad. Deze bedragen mogen naar boven of naar beneden herzien worden in functie van de jaarlijkse toepassing van de berekeningswijze beschreven in de vorige paragraaf.

§ 4. Voor de KEL-opties die veranderd moeten worden vanaf 1 september 2018 in KEL-opties in het 4de, 5de en 6de leerjaar blijven de aanvullende lestijden-leerkracht gelijk aan 0,45 lestijd per leerling ingeschreven in het 5de en 6de leerjaar tijdens het schooljaar 2018-2019 en aan 0,45 lestijd per leerling slechts ingeschreven in het 6de leerjaar, met uitzondering van de leerlingen ingeschreven in het aanvullend deel van de derde graad, tijdens het schooljaar 2019-2020.

§ 5. Een controle op de personeelsuitgaven in het kader van de toepassing van dit besluit zal vanaf het schooljaar 2019-2020 georganiseerd worden. Deze controle zal gezamenlijk door het functioneel kabinet, het kabinet van de Minister van Begroting, de administratie en de Inspectie van Financiën uitgevoerd worden. De controle heeft als doel ofwel het aantal herverdeelde lestijden te bevestigen, ofwel dit aantal aan te passen indien de kosten ervan de besparing overstijgt voortvloeiend uit het niet-blijvzitten, ofwel de budgettaire middelen ten gunste van het kwalificerend onderwijs een nieuwe bestemming te geven. De controle zal betrekking hebben op de opties die georganiseerd worden in het KEL-stelsel.

HOOFDSTUK III. — Slotbepalingen

Art. 11. Om het experimenteren bedoeld in het decreet van 14 juni 2018 houdende instelling van een experimenteel onderwijs op de tweede en derde graden van het kwalificerend secundair onderwijs wat betreft de bekrachtiging per eenheden van leerresultaten (KEL), en op de tweede en derde graden van het doorstromingsonderwijs wat betreft het overschrijden van het maximumaantal wekelijkse lestijden, en houdende diverse bepalingen inzake leerplichtonderwijs, organisatie van de examencommissie voor de uitreiking van het getuigschrift van pedagogische bevoegdheid en overleg met de inrichtende machten en de vakverenigingen uit te voeren, kent de Regering versterkingen toe van lestijden-leerkracht voor de organisatie van het 4de leerjaar aan sommige inrichtingen die ten minste één gegroepeerde basisoptie bedoeld in de lijst van artikel 1 moeten organiseren.

De versterkingen zullen worden voorbehouden aan de inrichtingen die één van de configuraties bedoeld in bijlage I voorstellen.

De versterkingen voor de organisatie van het 4de leerjaar bedragen 14 lestijden voor het technisch kwalificatieonderwijs en voor het beroepsonderwijs voor de schooljaren 2018-2019 en 2019-2020.

De lijst van de begunstigde inrichtingen en het aantal lestijden die hen worden toegekend, worden opgenomen in bijlage II.

Art. 12. De Minister van Leerplichtonderwijs wordt ertoe gemachtigd om, in het kader van het experimenteren, elke administratieve bepaling te nemen die nuttig is voor de goede uitvoering van dit besluit. Hij licht jaarlijks de Regering hierover in.

Art. 13. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2014 tot bepaling van de berekeningswijze van de aanvullende lestijden-leraar toegekend aan de derde graad van de kwalificatieafdeling van het gewoon secundair onderwijs, in de gegroepeerde basisopties georganiseerd in het KEL-stelsel, wordt opgeheven.

Art. 14. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2018 behalve artikel 8 dat uitwerking heeft met ingang van 1 januari 2018.

Art. 15. De Minister van Leerplichtonderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 29 augustus 2018.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Onderwijs,
M.-M. SCHYNS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2018/13841]

14 SEPTEMBRE 2018. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 octobre 2012 fixant les conditions de nourrissage du grand gibier et l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2016 fixant les dates de l'ouverture, de la clôture et de la suspension de la chasse, du 1^{er} juillet 2016 au 30 juin 2021

Le Gouvernement wallon,

Vu la Directive 2002/60 du Conseil du 27 juin 2002 établissant des dispositions spécifiques pour la lutte contre la peste porcine africaine et modifiant la directive 92/119/CEE, en ce qui concerne la maladie de Teschen et la peste porcine africaine, les articles 15 et 16 ;

Vu la loi sur la chasse du 28 février 1882, les articles 1^{ter} et 12^{ter} insérés par le décret du 14 juillet 1994 et modifiés par le décret du 16 février 2017 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 octobre 2012 fixant les conditions de nourrissage du grand gibier, l'article 3 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2016 fixant les dates de l'ouverture, de la clôture et de la suspension de la chasse, du 1^{er} juillet 2016 au 30 juin 2021, les articles 4 à 8 ;

Vu le rapport du 14 septembre 2018 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, l'article 3, § 1^{er} ;

Vu l'urgence ;

Considérant qu'en application de la Directive 2002/60 du Conseil du 27 juin 2002, la confirmation le 13 septembre 2018 d'un cas primaire de peste porcine africaine chez les sangliers dans une partie du territoire de la Région wallonne oblige le Gouvernement à prendre immédiatement plusieurs mesures en vue de freiner la propagation de la maladie, dont la délimitation d'une zone infectée et des mesures appropriées à y appliquer, qui peuvent comprendre la suspension de chasse et l'interdiction de l'alimentation des sangliers ;

Sur la proposition du Ministre de la Nature et de la Ruralité ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 octobre 2012 fixant les conditions de nourrissage du grand gibier et dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2016 fixant les dates de l'ouverture, de la clôture et de la suspension de la chasse, du 1^{er} juillet 2016 au 30 juin 2021, il est inséré une annexe qui est jointe en annexe au présent arrêté.